

page 5

éditorial

PRE

De l'élection de Donald Trump aux dérives politiques de l'est de l'Europe, des proclamations d'autorité jusqu'à l'installation de dictatures plus ou moins revendiquées, la contestation, ouverte ou rampante, des institutions démocratiques marche avec la mise en cause de valeurs qu'on voyait hier triomphantes, éternelles, post-historiques. Les processus électoraux n'ont jamais suffi à définir la démocratie. Mais ici ou là, ils semblent aujourd'hui seulement la mettre en scène. Or cette crise des institutions et de l'esprit démocratiques n'est pas une simple juxtaposition de dysfonctionnements internes. Elle affecte les relations entre unités politiques – les relations internationales –, en même temps qu'elle touche les organes de gouvernance, de coopération, qu'un monde ouvert commençait à ébaucher.

Question étrange pour quiconque imagine la démocratie comme un pur processus intellectuel : quelle est l'assise, territoriale et mentale, des mécanismes démocratiques ? La mondialisation ouvre les horizons, décline les espaces traditionnels, limités, du débat et de la décision politiques. Champ du débat et champ de l'action s'éloignent ainsi l'un de l'autre, jusqu'à la rupture. Une rupture qui éclate là où un avis politique collectif peut se manifester : le vote. D'où la multiplication des votes jusqu'alors « marginaux » ou « de protestation », et le développement de l'abstention, dans la plupart des vieilles démocraties. La déconnexion entre l'espace vécu comme celui de la décision – transversal –, et l'espace réduit de la manifestation – traditionnel, national – est sans nul doute au cœur de la crise présente.

Ce divorce entre niveau de débat et niveau de décision caractérise bien la contestation, de plus en plus large, du « déficit démocratique » européen. L'échec des multiples procédures de démocratisation des institutions européennes montre bien que le problème n'est pas là. Les peuples du Vieux Continent ne voient pas les institutions européennes comme le lieu pertinent d'un débat démocratique – lequel reste, pour le meilleur ou pour le pire, avant tout national –, et nul changement institutionnel ne les convaincra du contraire.

La crise démocratique que nous ressentons se développe donc au confluent de dynamiques multiples, qui renvoient toutes au rapport de soi aux autres, de l'intérieur à l'extérieur. Rejet d'une ouverture dont on soupçonne qu'elle met en cause l'unité qui fonde le débat démocratique – l'unité nationale. Rejet des élites qui portent, incarnent, depuis trois décennies cette ouverture. Rejet du poids des unités décisionnelles non politiques, transversales : institutions internationales, entreprises multinationales, enceintes de négociation d'accords multilatéraux... Retour sur le national en un temps où, paradoxalement, il apparaît dangereusement divisé (entre bénéficiaires et perdants de la mondialisation, entre « locaux » et immigrés...)

\*\*\*

Ces dynamiques s'aggravent encore de trois éléments. Les voies de formation des opinions n'ont jamais été vraiment maîtrisées ; mais elles deviennent particulièrement incontrôlables. L'accélération du temps politique, que symbolisent le raccourcissement des mandats électoraux et l'obsession de l'information continue, s'oppose de front au rythme du débat intellectuel. La société omni-informationnelle d'Internet et des réseaux sociaux brouille les repères, rend possibles et encourage toutes les manipulations. Le débat démocratique est rarement serein, ou transparent ; mais il devient, là où il est encore souhaité, particulièrement brouillé. Quelles que soient les espérances des uns ou des autres, la campagne présidentielle française ne dit pas autre chose.

Deuxième élément aggravant : la recomposition du monde, le bouleversement de la hiérarchie des forces, sont d'abord vécus comme une décomposition par les vieilles nations dont l'espace traditionnel de jeu se trouve mis en cause. Autrement dit, le retour vers l'identité s'opère à un moment où cette identité se fracasse, ou se fissure : pour les États-Unis, pour la France, pour la Russie...

Enfin, l'idée que les oppositions entre unités politiques se transcendent dans des valeurs communes, universelles, ne va plus de soi, même dans cet Occident qui l'a générée. Certes, le monde a progressé depuis les horreurs des guerres mondiales. Mais pas jusqu'à affirmer une communauté internationale que réuniraient les valeurs de l'Occident – illusion, ou fantasme, des années 1990. Ceux qui nous le disent sont désormais nombreux : parmi les émergents qui privilégient, comme la Chine, la stabilité sur l'ouverture ; en Russie, où l'affirmation nationale prime sur la tentation démocratique ; dans les pays arabes où le printemps tourne généralement à l'islamisation ; en Europe de l'Est, où l'esprit européen se heurte aux retours nationalistes ; aux États-Unis mêmes, qui remplacent Obama par Trump.

La « crise de la démocratie », sous des aspects divers, contradictoires, nous pose deux questions essentielles. Quel équilibre inventer entre la tentation du grand large, l'ouverture au monde, et l'affirmation, la perpétuation de soi – cette dernière étant le fond de l'entreprise démocratique ? Comment redéfinir, de plus, les règles démocratiques, à la fois internes et internationales, d'un temps où l'Occident n'est plus dominant absolu ? On oublie trop en effet que les habitudes, le fonctionnement, que nous nommons démocratiques ont été définis par et pour des États occidentaux dominants.

Autour de ces interrogations, le dossier que propose ce numéro de *Politique étrangère* s'interroge sur les trajectoires des États-Unis, de l'Union européenne, des régimes d'Europe de l'Est, ainsi que sur les mouvements « non-alignés » qui tentent, chez nous, de déplacer l'assise du débat démocratique hors des institutions officielles. Est-il nécessaire de dire l'utilité du débat, après les traumatismes électoraux de 2016, à la veille d'une nouvelle année décisive de part et d'autre de l'Atlantique ?

\*\*\*

Au tout premier rang des acteurs lourds perturbant les fantasmes occidentaux de démocratisation universelle et de « communauté internationale » : la Russie. Cette livraison de *Politique étrangère* lui consacre sa rubrique *Contrechamps*.

Que penser de la Russie, que faire de la Russie ? Au cœur d'échanges souvent peu rationnels, on s'accordera au moins sur deux choses. Il y a bien un *come-back* politico-stratégique de Moscou. Et ce retour ne saurait masquer longtemps les limites de la puissance russe. À partir de là, les analyses divergent. La marche en avant de Moscou est-elle constitutive d'une grande stratégie – une volonté de domination planifiée et organisée, appuyée sur des moyens cohérents et efficaces ? Ou tient-elle plutôt du mascaret, l'eau progressant sur les terrains qui n'opposent pas de résistance ? Quant à la faiblesse qui affleure vite sous les poitrines bombées, que laisse-t-elle prévoir ? Un essoufflement, les moyens venant rapidement à manquer – et donc un échec, le but de Moscou n'étant pas de casser le système mais d'y entrer ? Ou, au contraire, l'investissement systématique et désespéré dans des manifestations de force, dans le but de casser le système ?

L'avenir tranchera. Ce numéro veut témoigner qu'il est possible, à partir de positions très différentes, de mener un dialogue sur un des sujets les plus clivants de l'actualité.

Plusieurs autres thèmes font, dans ce numéro, écho aux soubresauts d'un monde désaccordé : sur le commerce international, le choc-Trump, et les choix des Européens ; sur les lignes de force de la géostratégie chinoise ; sur les bases économiques et idéologiques du régime turc... Manière de garder un œil sur les stratégies qui nous concernent directement, en attendant que s'éclaircissent les voies d'un monde qui naît.